

Au-delà de la crise politique américaine, les perspectives sont encourageantes

FAITS SAILLANTS

- Au Québec, la hausse de 1,1 % du PIB réel qui était prévue en septembre pour l'année 2013 se situe désormais à 0,9 %. Une progression de 1,8 % est encore anticipée pour 2014.
- Les prochains trimestres s'annoncent un peu plus positifs pour l'économie ontarienne. La croissance annuelle du PIB réel pourrait donc s'accélérer quelque peu et passer de 1,4 % en 2013 à 2,3 % en 2014. Les perspectives demeurent également plus favorables pour les provinces ressources de l'Ouest.
- Notre scénario économique canadien a très peu changé par rapport à celui établi en septembre. Une hausse de 1,7 % du PIB réel est toujours attendue en 2013. L'année 2014 devrait se solder par un gain de 2,4 %.
- Après une accalmie de quelques mois, les déchirements partisans concernant la politique budgétaire reprennent le dessus de l'actualité à Washington. Toutefois, la croissance économique américaine pour 2013 et 2014 ne change pas, restant respectivement à 1,7 % et 2,8 %.
- La croissance se poursuivra de façon modeste en zone euro. Au Japon, les indicateurs se montrent plus mixtes, mais l'économie continue néanmoins de progresser. En Chine, une modeste accélération des indicateurs se dessine. Dans l'ensemble, le PIB réel mondial devrait croître de 2,8 % cette année et de 3,7 % l'an prochain.

TABLE DES MATIÈRES

Éditorial	1
Outre-mer	4
États-Unis	6
Canada	8
Québec	10
Ontario et autres provinces	12

Éditorial

L'impasse actuelle au sujet de l'adoption du budget fédéral et du relèvement du plafond de la dette aux États-Unis hante encore une fois les investisseurs et les marchés financiers. Pour l'instant, les plus touchés sont évidemment les centaines de milliers d'employés fédéraux qui se retrouvent au chômage forcé, sans revenu de travail. Mais tant qu'on ne connaîtra pas la durée de l'arrêt des opérations du gouvernement, il sera difficile d'évaluer avec précision les impacts sur l'économie réelle, d'autant plus que la publication de nombreux indicateurs économiques est temporairement suspendue. Une chose est claire : la croissance économique américaine du quatrième trimestre sera entravée par cette paralysie.

La question du relèvement du plafond de la dette est potentiellement plus dommageable et, si elle n'est pas réglée d'ici la mi-octobre, il y a un risque important de dérapage financier à travers la planète. Les scénarios de catastrophe pour l'économie américaine ou mondiale commencent à refaire surface à un moment où l'on aurait plutôt besoin de bonnes nouvelles. Pour l'instant, le suspense demeure quant à l'issue de cette impasse.

Outre ces événements, on peut déjà conclure que l'année 2013 aura été plutôt décevante. La croissance mondiale devrait être inférieure à 3,0 %. En zone euro, le PIB réel devrait enregistrer une baisse de 0,3 % cette année, même si le retour à la croissance au deuxième trimestre a été une excellente nouvelle après six trimestres de recul. Aux États-Unis et au Canada, la croissance ne devrait atteindre que 1,7 %. Globalement, ces performances sont inférieures à celles de 2012. Quant au Québec et à l'Ontario, il n'y a pas lieu de se réjouir des résultats attendus de 0,9 % et de 1,4 % respectivement pour cette année. Somme toute, on voudra vite oublier l'année 2013.

François Dupuis
Vice-président et économiste en chef

Yves St-Maurice
Directeur principal et économiste en chef adjoint

514-281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 2336
Courriel : desjardins.economie@desjardins.com

Hélène Bégin
Économiste principale

Mathieu D'Anjou
Économiste principal

Benoit P. Durocher
Économiste principal

Francis Généreux
Économiste principal

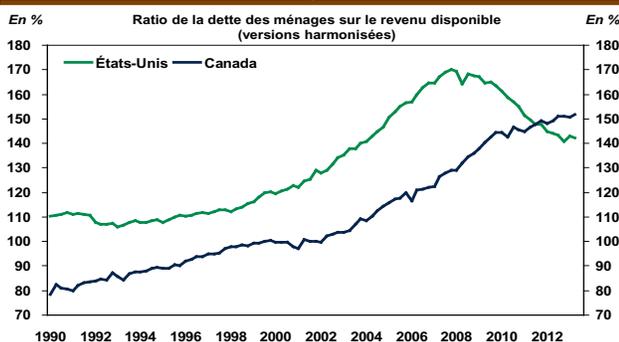
Jimmy Jean
Économiste principal

Hendrix Vachon
Économiste senior

Les raisons de cette léthargie qui s'est ancrée dans la grande majorité des pays industrialisés depuis la crise financière de 2008 sont bien connues. L'endettement des gouvernements a engendré des restrictions importantes dans leurs dépenses courantes et d'investissement. Les ménages ont dû encaisser des hausses d'impôts et de taxes et des baisses de valeur de leurs actifs, alors que la situation de l'emploi se dégradait et qu'eux-mêmes étaient fortement endettés. C'est un cercle vicieux duquel il est très difficile de s'extirper, malgré des taux d'intérêt qui demeurent à des niveaux historiquement bas. Pourtant, les signes d'un redressement construit sur des bases plus solides semblent poindre un peu partout sur la planète et il est donc permis d'être plus optimiste pour 2014.

Ces espoirs pour l'an prochain s'appuient sur plusieurs indicateurs économiques et financiers. Évidemment, il faut se convaincre que les démocrates et les républicains vont rapidement trouver une solution à la « guerre politique » qu'ils se livrent au sujet du relèvement du plafond de la dette. Il est quand même difficile de croire qu'ils prendraient le risque d'amener leur pays dans une situation financière anarchique et incontrôlable. Ainsi, avec une croissance qui s'accélère depuis le début de l'année, l'économie américaine devrait être en mesure de maintenir au cours des prochains trimestres un rythme de croisière semblable à celui atteint au deuxième, soit 2,5 %. La bonne performance des indices ISM, la poursuite de la création d'emplois, l'amélioration du marché immobilier résidentiel, un redressement plus rapide des finances publiques et un endettement des ménages plus sain (graphique 1) sont autant de raisons qui permettent de croire que le chemin de la reprise américaine est bien tracé.

Graphique 1 – Les ménages sont maintenant moins endettés aux États-Unis qu'au Canada



Sources : Statistique Canada, Federal Reserve, U.S. Bureau of Economic Analysis et Desjardins, Études économiques

L'embellie de l'économie américaine est essentielle au renforcement de celle du Canada qui dépend en très grande partie de l'amélioration du commerce extérieur. Avec une demande intérieure qui augmentera de 1,6 %, les exportations devront croître de près de 5,0 % pour que le PIB

réel enregistre une hausse de 2,4 % l'an prochain. La fin de la récession en zone euro et de meilleures perspectives au Royaume-Uni devraient aussi aider à générer un peu plus d'activités au sein des entreprises exportatrices. Toutefois, le ralentissement anticipé du marché immobilier, la faiblesse des dépenses gouvernementales et un fort endettement des ménages qui limite le potentiel de croissance de consommation sont des facteurs qui n'évoluent pas vraiment en faveur de l'économie canadienne. La hausse respective de 1,8 % et de 2,3 % prévue pour la croissance économique au Québec et en Ontario sera également tributaire de la force des exportations, notamment pour les biens manufacturés.

Même si le relèvement du plafond de la dette et l'arrêt des activités du gouvernement central retiennent toute l'attention actuellement, le début de la réduction des assouplissements quantitatifs par la Réserve fédérale américaine (Fed) reviendra vite sur la table une fois ces litiges résolus. Cette dernière a surpris lors de sa dernière réunion en ne baissant pas, même légèrement, ses achats de titres alors qu'une diminution était anticipée, et en ne signalant plus l'horizon sur lequel elle procéderait. La Fed n'est donc vraiment pas pressée d'augmenter ses taux directeurs, ce qui confirme qu'elle n'agira probablement pas avant la seconde moitié de 2015. Selon le scénario le plus probable où la situation politique se calme rapidement, une réduction des achats devrait s'amorcer au début de 2014 et s'échelonner sur un an. En fait, l'augmentation récente des taux obligataires constitue en soi un resserrement monétaire par l'effet qu'elle a sur les taux de détail. Ces taux ne devraient toutefois que peu augmenter au cours des prochains trimestres, favorisant un redressement de l'économie. Dans un tel contexte économique et financier, la Banque du Canada devrait éviter toute hausse de taux directeurs avant le printemps 2015.

En supposant un règlement assez rapide de l'impasse politique américaine, l'économie mondiale devrait s'accélérer davantage à partir des prochains trimestres. Malgré les nombreux défis qui les attendent encore, les pays émergents devraient également traverser la période de faiblesse actuelle sans trop de heurts. D'ailleurs, certains indicateurs économiques chinois commencent à montrer des signes de reprise. Cela apportera un soutien aux prix des métaux de base alors que les prix du pétrole devraient se stabiliser légèrement en dessous de 100 \$ US le baril. Cela pourrait permettre à la Bourse canadienne d'effacer en partie le retard accumulé au cours des dernières années par rapport à ses homologues américaines.

François Dupuis

Vice-président et économiste en chef

Yves St-Maurice

Directeur principal et économiste en chef adjoint

Tableau 1 Croissance du PIB mondial (ajusté selon la PPA*) et taux d'inflation

Pays ou zone	Poids** (%)	Croissance du PIB réel (%)			Taux d'inflation (%)		
		2012	2013p	2014p	2012	2013p	2014p
Économies industrialisées	45,8	1,4	1,0	2,0	1,8	1,4	1,8
États-Unis	18,9	2,8	1,7	2,8	2,1	1,6	1,9
Canada	1,8	1,7	1,7	2,4	1,5	1,0	1,7
Québec	0,4	0,9	0,9	1,8	2,1	1,0	1,8
Ontario	0,7	1,5	1,4	2,3	1,4	1,0	1,7
Japon	5,6	2,0	1,8	1,7	0,0	0,1	2,2
Royaume-Uni	2,9	0,1	1,2	1,9	2,8	2,7	2,5
Zone euro	14,3	(0,6)	(0,3)	0,9	2,5	1,5	1,5
Allemagne	4,0	0,7	0,6	1,9	2,0	1,6	1,8
France	2,8	0,0	0,2	1,0	2,0	1,0	1,5
Italie	2,3	(2,4)	(1,9)	0,0	3,0	1,5	1,6
Autres pays	2,8	2,4	1,9	2,3	1,1	1,3	1,8
Économies en développement	54,2	4,3	4,2	5,0	4,8	5,1	5,0
Asie du Nord (Chine, Hong Kong, Inde et Corée du Sud)	22,9	5,9	6,0	6,5	3,9	3,7	3,9
Chine	14,2	7,7	7,5	7,7	2,7	2,6	3,0
Inde	5,7	3,2	4,0	5,0	9,4	8,8	7,6
Asie du Sud (Indonésie, Malaisie, Thaïlande et Philippines)	3,6	5,7	4,8	5,3	3,6	4,6	4,5
Amérique latine	8,0	2,9	2,6	3,2	6,1	7,6	6,9
Europe de l'Est	7,4	2,6	2,1	3,0	5,2	4,8	4,8
Autres pays	12,2	2,7	2,9	4,0	5,4	5,9	5,8
Monde	100,0	3,0	2,8	3,7	3,0	2,9	3,2

p : prévisions; * Parité des pouvoirs d'achat : taux de change d'équilibre entre les monnaies qui assure l'égalité des pouvoirs d'achat entre les pays; ** 2011.

Sources : Banque mondiale, Consensus Forecasts et Desjardins, Études économiques

Tableau 2 Sommaire des prévisions financières

Fin de période en % (sauf si indiqué)	2012		2013				2014			
	T3	T4	T1	T2	T3	T4p	T1p	T2p	T3p	T4p
Taux d'intérêt directeur										
États-Unis	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25
Canada	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00
Zone euro	0,75	0,75	0,75	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50
Royaume-Uni	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50
Japon	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10
Obligations fédérales dix ans										
États-Unis	1,64	1,75	1,85	2,48	2,62	2,90	3,00	3,10	3,20	3,40
Canada	1,73	1,80	1,76	2,44	2,54	2,80	2,90	3,00	3,10	3,30
Marché des devises										
Dollar canadien (USD/CAD)	0,98	0,99	1,02	1,05	1,03	1,05	1,04	1,03	1,02	1,01
Euro (EUR/USD)	1,29	1,32	1,28	1,30	1,35	1,32	1,33	1,34	1,35	1,34
Euro (EUR/CAD)	1,27	1,31	1,31	1,37	1,40	1,39	1,39	1,38	1,38	1,35
Matières premières (moyenne annuelle)										
Pétrole WTI* (\$ US/baril)	94 (92**)		98 (96**)				97 (100**)			
Or (\$ US/once)	1 669 (1 662**)		1 430 (1 350**)				1 350 (1 300**)			
Marchés boursiers** (niveau et croissance)										
États-Unis (S&P 500)	1 426		Cible : 1 650 (+15,7 %)				Cible : 1 750 (+6,1 %)			
Canada (S&P/TSX)	12 434		Cible : 13 000 (+4,6 %)				Cible : 14 200 (+9,2 %)			

p : prévisions; * West Texas Intermediate; ** Fin d'année.

Sources : Datastream et Desjardins, Études économiques

OUTRE-MER

Des signes de stabilisation pour les économies émergentes

Prévisions : La croissance se poursuivra de modeste façon en zone euro; la progression du PIB réel à l'été a probablement été plus faible que celle du printemps. Au Japon, les indicateurs se montrent plus mixtes, mais l'économie continue néanmoins de progresser. En Chine, une modeste accélération des indicateurs se dessine alors que les autorités semblent viser une meilleure croissance. Même en Inde, certaines données s'améliorent. Dans l'ensemble, le PIB réel mondial devrait croître de 2,8 % cette année et de 3,7 % l'an prochain.

EUROPE

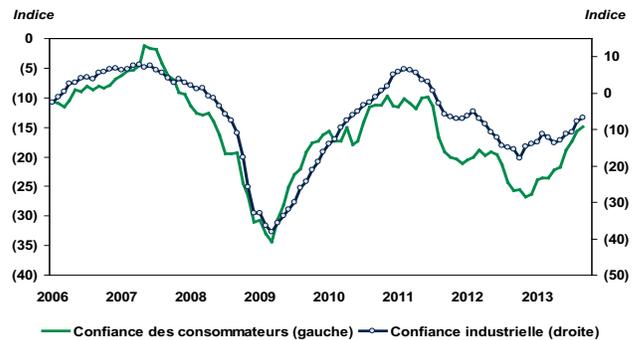
La plupart des indicateurs montrent que la croissance sera encore au rendez-vous en zone euro au cours de la seconde moitié de 2013. D'autres gains du PIB réel confirmeraient ainsi que la récession entamée à l'été 2011 s'est bel et bien terminée au printemps. Toutefois, il ne faut pas espérer une très forte croissance économique alors que plusieurs vents contraires continuent d'affecter l'économie eurolandaise.

Parmi les signes les plus encourageants, on remarque surtout les résultats d'enquêtes auprès des entreprises et les indices de confiance des ménages qui poursuivent leur tendance haussière (graphique 2). De nombreuses disparités entre les pays sont toutefois toujours en place. Ainsi, l'indice PMI espagnol a de nouveau reculé en septembre, suggérant que la récession persiste. Dans plusieurs pays, l'austérité budgétaire reste de mise. Le Portugal et l'Espagne auront du mal à atteindre leurs prochaines cibles de déficit, et le gouvernement français vient de présenter un budget contraignant qui n'aidera pas la croissance à court terme.

Si les indices de confiance sont en progression, l'évolution des indicateurs « réels » a été récemment plus volatile. C'est notamment le cas de la production industrielle. On remarque aussi que la balance commerciale se détériore depuis quelques mois. La contribution du secteur extérieur devrait être négative au troisième trimestre (graphique 3) et la hausse de l'euro depuis le début de l'été risque d'être dure pour les exportations nettes à l'automne. Du côté du marché du travail, le taux de chômage semble s'être stabilisé (graphique 4), quoiqu'à un niveau très élevé, et les intentions d'embauches sont en amélioration.

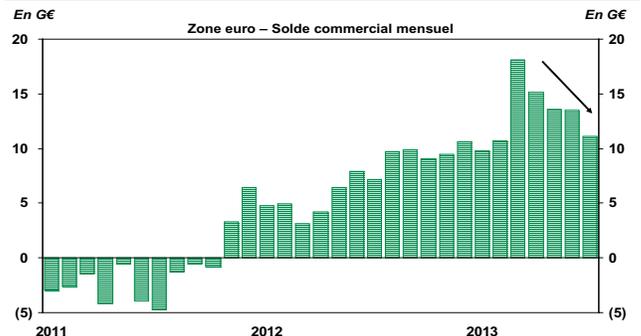
Après avoir été revues à la hausse en septembre, nos prévisions concernant la croissance eurolandaise ne changent

Graphique 2 – Les indices de confiance poursuivent leur remontée en zone euro



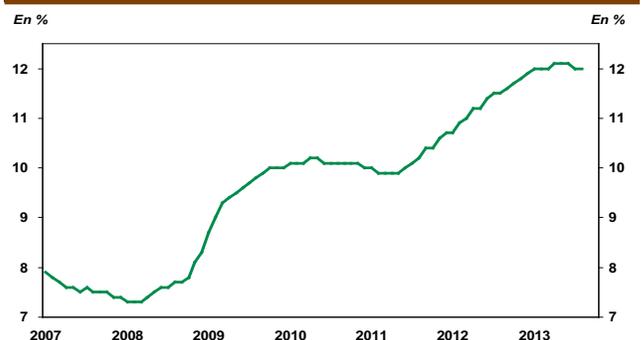
Sources : Commission européenne et Desjardins, Études économiques

Graphique 3 – Après environ deux ans d'amélioration, le solde commercial eurolandais commence à diminuer



Sources : Eurostat et Desjardins, Études économiques

Graphique 4 – Le taux de chômage se stabilise en zone euro



Sources : Eurostat et Desjardins, Études économiques

pas. Une baisse de 0,3 % du PIB réel est prévue pour l'ensemble de 2013. La croissance devrait être de 0,9 % en 2014.

Au Royaume-Uni, les indicateurs continuent de montrer que la croissance se poursuit à un bon rythme. Les estimations privées de la croissance au cours du troisième trimestre affichent un gain presque aussi fort que la hausse de 2,7 % enregistrée au printemps (graphique 5). Bien qu'en légère baisse en septembre, les indices PMI demeurent très élevés. Notre prévision d'une croissance de 1,2 % du PIB réel britannique en 2013 ne change pas, mais la hausse prévue pour 2014 passe de 1,7 % à 1,9 %.

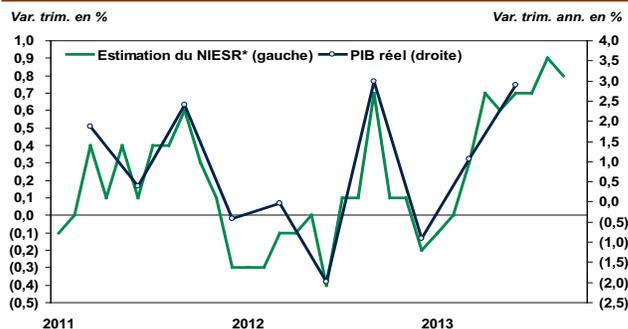
ASIE

Les indicateurs portant sur le Japon se font plus mixtes depuis quelques mois. Les mois de juin et de juillet ont vu plusieurs statistiques importantes, comme les ventes au détail et l'indice de toutes activités, diminuer lourdement. En août, c'est la production industrielle qui a flanché, tandis que le taux de chômage a augmenté pour une rare fois, passant de 3,8 % à 4,1 %. On s'attend à ce que le troisième trimestre témoigne d'une croissance annualisée du PIB réel bien plus faible que le gain moyen de 3,9 % enregistré au premier semestre. Notre prévision de croissance demeure à 1,8 % pour l'ensemble de 2013.

Alors que l'économie chinoise ralentissait au premier semestre, elle a plutôt montré des signes d'amélioration au cours de l'été. En premier lieu, on assiste à une modeste accélération des exportations. Les ventes au détail et la fabrication progressent aussi un peu plus rapidement et la production d'électricité est très encourageante, atteignant sa plus forte croissance en deux ans (graphique 6). De plus, après un resserrement monétaire visant à restreindre le crédit à l'hiver, le gouvernement est prêt à voir les prêts s'accélérer à nouveau. Le PIB réel devrait montrer une meilleure croissance au second semestre et un gain de 7,5 % est prévu pour l'ensemble de 2013.

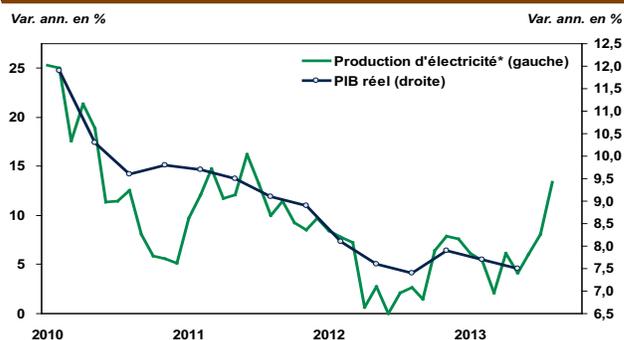
Après des mois de difficultés, certains signes d'amélioration commencent à poindre en Inde. La variation annuelle des exportations a atteint 13,0 % en août et la production industrielle est en hausse de 2,6 %. À cause d'une inflation élevée et de la baisse de la devise, la Banque de réserve d'Inde a relevé certains taux directeurs (graphique 7). La croissance devrait demeurer relativement faible.

Graphique 5 – La croissance reste au rendez-vous au Royaume-Uni



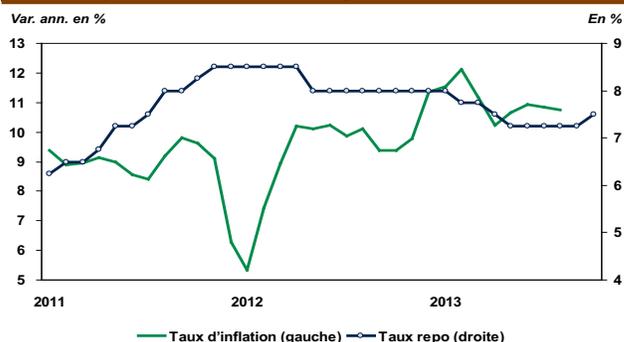
* Nation Institute of Economic and Social Research.
 Sources : Nation Institute of Economic and Social Research, Office for National Statistics et Desjardins, Études économiques

Graphique 6 – Vers une accélération de l'économie chinoise?



* Les mois de janvier et de février sont ajustés pour les dates de nouvel an.
 Sources : U.S. Census Bureau, Bureau of Labor Statistics et Desjardins, Études économiques

Graphique 7 – L'inflation soutenue a amené la Banque de réserve d'Inde à augmenter ses taux directeurs



Sources : Labour Bureau, Datastream et Desjardins, Études économiques

ÉTATS-UNIS

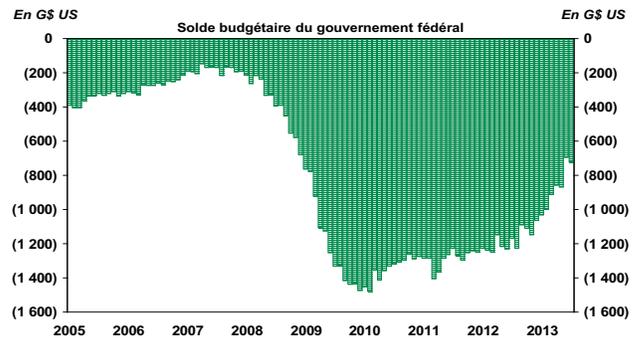
La politique revient hanter l'économie

Prévisions : Après une accalmie de quelques mois, les déchirements partisans concernant la politique budgétaire reprennent le dessus de l'actualité à Washington. En plus d'avoir un léger effet réel sur l'activité économique, cette nouvelle crise risque de détériorer la confiance. Nos prévisions de croissance du PIB réel au deuxième semestre ont été revues à la baisse. Toutefois, les variations annuelles pour 2013 et 2014 ne changent pas, restant respectivement à 1,7 % et 2,8 %.

Après les épisodes du *fiscal cliff* au début de l'année et des coupes automatiques à la fin de l'hiver, la situation politique était moins présente dans l'actualité économique laissant surtout place aux interrogations concernant l'avenir de la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed). C'était le calme avant la tempête. Les demandes des républicains qui souhaitent lier la politique budgétaire à un démantèlement total ou partiel de la réforme de la santé du président Obama ont provoqué une nouvelle impasse. Ce qui n'était pas arrivé depuis près de 18 ans se manifeste donc : un arrêt partiel des activités du gouvernement fédéral. Ainsi, environ 800 000 fonctionnaires fédéraux se retrouvent en congé forcé tant que le Congrès et le président ne s'entendent pas pour financer à nouveau le gouvernement. Ce débat paraît d'autant plus surréaliste que la situation budgétaire du gouvernement fédéral est en nette amélioration (graphique 8) et que les pressions financières sur le financement de la dette fédérale sont inexistantes.

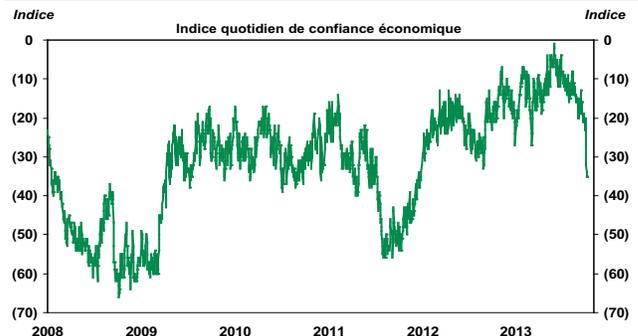
Le *shutdown* du gouvernement aura des répercussions néfastes sur la croissance économique. Il est généralement estimé que chaque semaine d'arrêt des activités fédérales coûte entre 0,1 % et 0,2 % point de pourcentage à la croissance du PIB réel. La durée du conflit décidera donc de l'ampleur de l'impact. Nous tablons sur une baisse de 3,4 % des dépenses du gouvernement fédéral au quatrième trimestre, pour une contribution négative totalisant 1,2 point. Outre cette ponction, les effets collatéraux pourraient aussi être importants. Déjà, certains indices de confiance connaissent une baisse abrupte (graphique 9). De plus, l'approche de la date du 17 novembre, où le Trésor ne pourra plus utiliser des mesures spéciales pour ne pas dépasser le plafond légal de la dette, provoque de plus en plus d'inquiétudes sur les marchés financiers. Un défaut de paiement de la part du gouvernement de la plus grande économie du monde paraît impossible, mais les appréhensions envers un tel événement sont de plus en plus palpables (graphique 10).

Graphique 8 – Le déficit fédéral américain fond rapidement



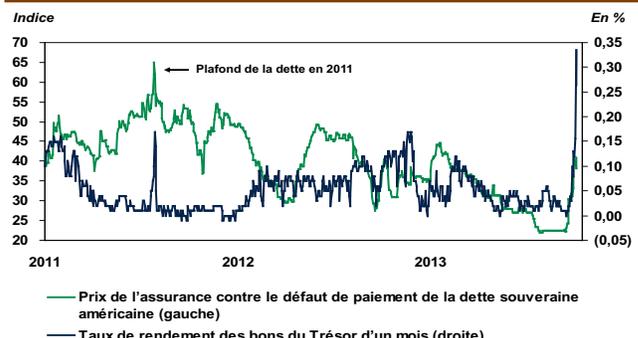
Sources : Office of Management and Budget et Desjardins, Études économiques

Graphique 9 – L'impasse budgétaire provoque une nouvelle baisse de la confiance aux États-Unis



Sources : Gallup et Desjardins, Études économiques

Graphique 10 – Le marché recommence à appréhender un défaut du gouvernement fédéral américain



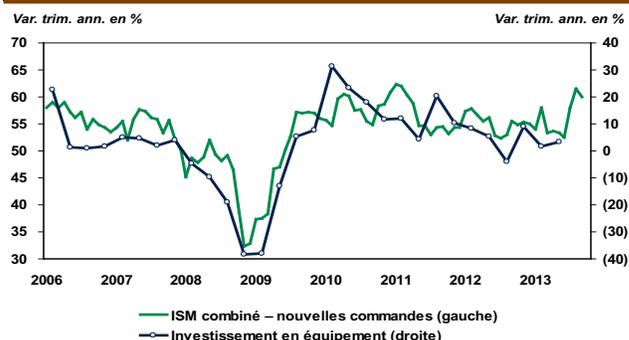
Sources : Datastream, Bloomberg et Desjardins, Études économiques

La situation est d'autant plus désolante que l'économie montre de bons signes d'amélioration. Après une croissance de 2,5 % au printemps, le PIB réel devrait afficher une progression semblable (2,6 %) au troisième trimestre. Cette performance est aidée par une accélération des investissements des entreprises comme indiqué par la hausse récente des indices ISM (graphique 11) et par une croissance des stocks. La consommation réelle est toutefois freinée par la faiblesse des dépenses en services.

La hausse des taux d'intérêt hypothécaires depuis le printemps semble affecter le marché de l'habitation. Les ventes de maisons existantes progressent encore, tout comme leurs prix, mais la construction neuve est plus lente que prévu. La contribution de l'investissement résidentiel au PIB réel a probablement été plutôt faible au troisième trimestre.

Malgré l'absence des données de septembre à cause de l'arrêt des activités fédérales, on sent que le marché du travail se porte relativement bien. Les demandes d'assurance-chômage se sont récemment montrées encourageantes. Il reste maintenant à voir les effets de l'impasse budgétaire sur les embauches. Lors des événements similaires en 1995 et en 1996, le marché du travail n'avait pas été trop touché.

Graphique 11 – L'investissement des entreprises américaines devrait s'accélérer



Sources : U.S. Census Bureau, Bureau of Economic Analysis et Desjardins, Études économiques

Étant donné que l'emploi évolue lentement et que l'inflation est modeste, la Fed sent qu'elle a une certaine marge de manœuvre. Elle a d'ailleurs surpris les marchés en septembre en n'annonçant pas le début d'une baisse des achats de titres. L'instabilité provoquée par la situation politique risque de faire retarder encore plus le coup de départ du retrait des mesures d'accommodement monétaire.

Tableau 3
États-Unis : principaux indicateurs économiques

Variation trimestrielle annualisée en % (sauf si indiqué)	2013				2014		Moyennes annuelles			
	T1	T2	T3p	T4p	T1p	T2p	2011	2012	2013p	2014p
Produit intérieur brut réel*	1,1	2,5	2,6	2,2	3,2	2,9	1,8	2,8	1,7	2,8
Dépenses personnelles	2,3	1,8	1,4	1,9	2,2	2,4	2,5	2,2	1,8	2,1
Construction résidentielle	12,5	14,2	3,1	10,6	19,4	17,2	0,5	12,9	12,5	14,5
Investissement des entreprises	(4,6)	4,7	7,4	7,6	6,9	7,3	7,6	7,3	3,2	7,0
Variation des stocks (G\$)	42,2	56,6	65,0	50,0	50,0	50,0	33,6	57,6	53,5	50,0
Dépenses publiques	(4,2)	(0,4)	(0,2)	(1,0)	0,6	(0,9)	(3,2)	(1,0)	(2,0)	(0,3)
Exportations	(1,3)	8,0	5,5	5,0	4,5	4,5	7,1	3,5	2,6	5,1
Importations	0,6	6,9	2,0	2,5	2,7	3,2	4,9	2,2	1,4	3,2
Demande intérieure finale	0,5	2,1	1,9	2,3	2,9	2,7	1,8	2,4	1,6	2,6
Autres indicateurs										
Revenu personnel disponible réel	(7,9)	3,5	2,2	2,6	2,9	3,4	2,4	2,0	0,7	2,6
Emploi (selon entreprises)	1,9	1,7	1,3	1,6	1,8	1,8	1,2	1,7	1,6	1,7
Taux de chômage (%)	7,7	7,6	7,3	7,3	7,3	7,2	8,9	8,1	7,5	7,2
Mises en chantier (1)	957	869	896	972	1 030	1 065	612	783	924	1 109
Profits des entreprises*** (2)	2,1	4,5	4,0	5,0	6,0	8,0	7,9	7,0	3,9	5,7
Taux d'épargne personnelle (%)	4,1	4,5	4,7	4,9	5,1	5,4	5,7	5,6	4,6	5,2
Taux d'inflation global (2)	1,7	1,4	1,6	1,7	1,7	1,8	3,1	2,1	1,6	1,9
Taux d'inflation de base** (2)	1,9	1,7	1,8	1,9	1,8	1,9	1,7	2,1	1,8	1,9
Solde du compte courant (G\$)	(419,6)	(395,6)	(381,5)	(373,1)	(368,0)	(365,6)	(457,7)	(440,4)	(392,4)	(365,0)

p : prévisions; * \$ US 2005; ** Excluant aliments et énergie; *** Avant impôts; (1) Milliers d'unités à rythme annualisé; (2) Glissement annuel; (3) Comptes nationaux.
 Sources : Datastream et Desjardins, Études économiques

CANADA

L'économie récupère après les perturbations de juin

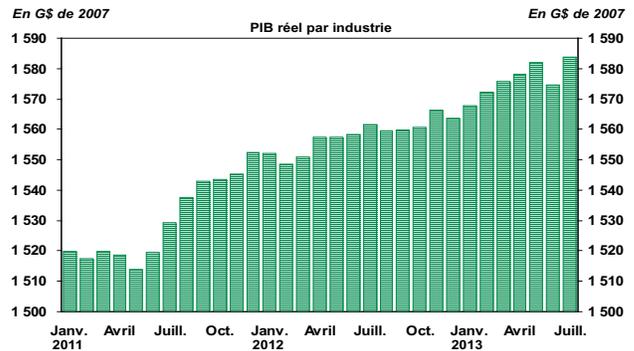
Prévisions : Notre scénario économique canadien a très peu changé par rapport à celui établi en septembre. Une hausse de 1,7 % du PIB réel est toujours attendue en 2013. L'année 2014 devrait se solder par un gain de 2,4 %.

Le PIB réel par industrie a augmenté de 0,6 % en juillet, récupérant ainsi le terrain perdu en juin (graphique 12). La croissance mensuelle moyenne au cours de ces deux mois n'a toutefois été que de 0,06 %. Il s'agit d'une progression très faible alors que la moyenne des cinq premiers mois de 2013 a été de 0,23 %. L'économie canadienne ne semble donc pas avoir complètement récupéré des effets négatifs survenus en juin à la suite des inondations en Alberta et de la grève des travailleurs de la construction au Québec. Dans ces conditions, on peut espérer que le rattrapage se poursuivra au cours des mois à venir. Ainsi, le PIB réel pourrait croître d'environ 2,4 % (à rythme annualisé) au troisième trimestre, ce qui constituerait la plus forte croissance trimestrielle depuis deux ans.

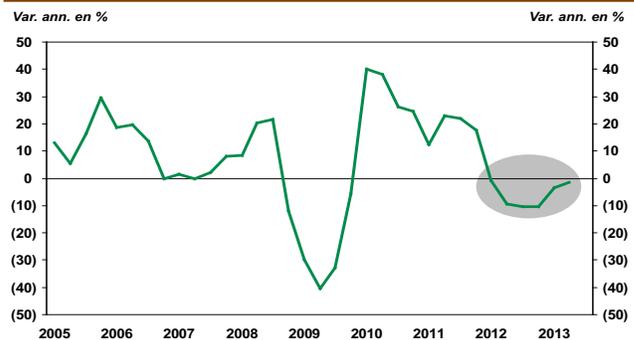
La progression du PIB réel pourrait toutefois revenir à un niveau un peu plus faible dès le trimestre suivant alors que plusieurs difficultés entravent toujours les perspectives de l'économie canadienne. En outre, la demande intérieure sera freinée par la faiblesse des dépenses gouvernementales alors que la lutte aux déficits budgétaires va bon train. Les nombreuses incertitudes à l'échelle mondiale devraient également ralentir pour encore quelques trimestres les entreprises canadiennes dans leurs projets d'investissement. De plus, les bénéfices d'exploitation des entreprises non financières ont reculé de 1,4 % depuis un an, si bien que les conditions ne sont pas favorables aux investissements (graphique 13).

Du côté des ménages, les dépenses de consommation devraient contribuer à la croissance économique, mais l'endettement élevé des Canadiens réduit le potentiel de hausse, en particulier au sein des biens durables. De plus, le marché du travail s'est essouffé avec une création d'emplois moyenne de 12 600 postes par mois depuis le début de 2013, soit près de deux fois moins qu'en 2012 (graphique 14). Une prudence accrue des ménages envers l'endettement, combinée aux effets cumulatifs des mesures fédérales de restriction du crédit hypothécaire et du plafonnement du programme de titrisation hypothécaire, devrait aussi entraîner un

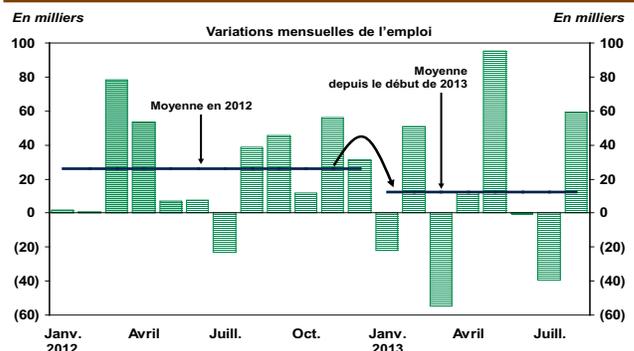
Graphique 12 – L'économie canadienne a récupéré le terrain perdu en juin dernier



Graphique 13 – Les bénéfices d'exploitation des entreprises non financières sont en baisse au Canada



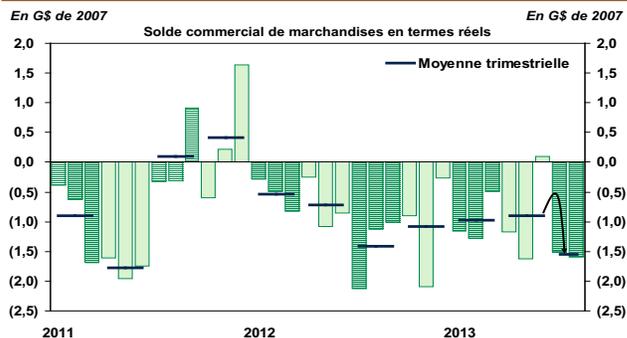
Graphique 14 – La progression de l'emploi a ralenti au Canada



ralentissement du marché de l'habitation et de la construction résidentielle au cours des prochains trimestres.

De grands espoirs reposent sur les exportations pour venir soutenir la croissance économique dans les trimestres à venir. Non seulement les données sont plus encourageantes en Europe avec la récente sortie de récession, mais l'amélioration graduelle des conditions économiques devrait se poursuivre aux États-Unis après la résolution de l'impasse politique actuelle. Certaines données américaines sont d'ailleurs assez éloquentes. L'indice ISM manufacturier a évolué de façon très positive au cours des derniers mois et la production industrielle a connu une belle progression en août. Les exportations de marchandises ont d'ailleurs augmenté de 1,8 % en août, grâce notamment à un regain des échanges vers les États-Unis. Cela dit, le solde commercial continue pour l'instant à se détériorer, car les importations ont aussi augmenté considérablement (graphique 15).

Graphique 15 – Le commerce extérieur canadien se dirige vers une détérioration au troisième trimestre



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Tableau 4
Canada : principaux indicateurs économiques

Variation trimestrielle annualisée en % (sauf si indiqué)	2013				2014		Moyennes annuelles			
	T1	T2	T3p	T4p	T1p	T2p	2011	2012	2013p	2014p
Produit intérieur brut réel*	2,2	1,7	2,4	2,3	2,2	2,4	2,5	1,7	1,7	2,4
Consommation finale [dont :]	1,3	3,3	2,0	1,6	1,4	1,5	1,9	1,6	2,0	1,7
<i>Consommation des ménages</i>	1,3	3,8	2,1	1,9	1,6	1,7	2,3	1,9	2,2	1,9
<i>Consommation des administrations publiques</i>	1,2	2,2	1,8	1,0	1,0	1,0	0,8	1,1	1,4	1,1
Formation brute de capital fixe [dont :]	(1,5)	(1,2)	2,0	1,3	0,6	1,2	4,2	4,3	0,4	1,2
<i>Bâtiments résidentiels</i>	(4,4)	5,4	(0,4)	(0,7)	(3,3)	(1,9)	1,6	6,1	(0,4)	(1,2)
<i>Ouvrages non résidentiels</i>	1,5	(2,8)	4,0	2,5	2,0	2,5	12,9	6,9	2,0	2,8
<i>Machines et matériel</i>	(0,1)	(2,1)	1,0	2,0	3,5	4,0	8,6	5,2	0,7	2,9
<i>Produits de propriété intellectuelle</i>	(2,0)	(8,9)	1,0	1,0	1,5	1,5	5,2	(1,5)	(2,8)	0,8
<i>FBCF** des administrations publiques</i>	(2,6)	(4,3)	4,0	2,0	1,5	1,0	(7,0)	0,5	0,5	1,3
Variation des stocks (G\$ de 2007)	7,8	5,1	9,5	10,0	8,5	7,0	7,4	6,8	8,1	7,7
Exportations	5,2	0,9	(1,0)	3,5	6,5	7,3	4,7	1,5	1,2	4,6
Importations	2,4	1,5	1,5	1,5	1,8	2,5	5,7	3,1	1,1	2,0
Demande intérieure finale	0,6	2,2	2,0	1,6	1,2	1,5	2,4	2,3	1,6	1,6
Autres indicateurs										
Revenu personnel disponible réel	0,4	3,3	1,5	1,5	2,0	2,5	2,4	2,5	2,3	2,1
Emploi	0,8	1,3	0,8	1,4	1,3	1,6	1,6	1,2	1,3	1,5
Taux de chômage (%)	7,1	7,1	7,1	7,1	7,1	7,1	7,4	7,2	7,1	7,0
Mises en chantier (1)	174,5	189,6	191,4	188,0	182,0	176,0	194,0	214,8	185,9	174,7
Profits des entreprises*** (2)	(10,5)	(7,9)	0,0	5,0	5,0	5,5	11,3	(4,9)	(3,6)	5,1
Taux d'épargne personnelle (%)	5,3	5,1	5,0	4,9	5,0	5,2	4,4	5,0	5,1	5,2
Taux d'inflation global (2)	0,9	0,8	1,1	1,3	1,3	1,6	2,9	1,5	1,0	1,7
Taux d'inflation de base**** (2)	1,3	1,2	1,3	1,4	1,5	1,5	1,6	1,7	1,3	1,7
Solde du compte courant (G\$)	(13,4)	(14,6)	(16,0)	(15,0)	(12,5)	(9,0)	(48,5)	(62,2)	(59,0)	(38,0)

p : prévisions; * \$ 2007; ** Formation brute de capital fixe; *** Avant impôts; **** Excluant les huit composantes les plus volatiles; (1) Milliers d'unités à rythme annualisé; (2) Glissement annuel.

Sources : Datastream et Desjardins, Études économiques

QUÉBEC

Un rebond est attendu

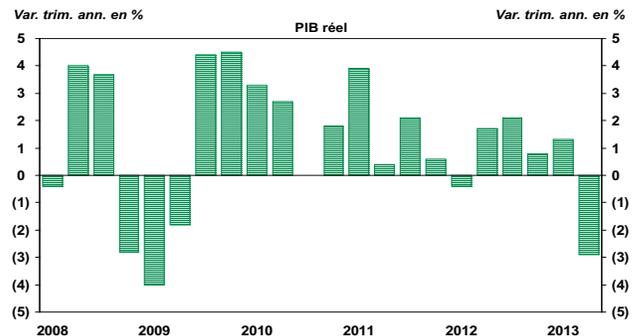
Prévisions : La grève de la construction en juin a affecté le PIB réel du deuxième trimestre qui a fléchi de 2,9 % (graphique 16). Le retour au travail alimentera toutefois un regain de l'activité en juillet et, par ricochet, au troisième trimestre. La faiblesse du deuxième trimestre ainsi que la révision apportée à la croissance initialement publiée pour le premier trimestre, de 1,8 % à 1,3 %, a cependant laissé des cicatrices. La hausse de 1,1 % du PIB réel, qui était prévue en septembre pour l'année 2013, se situe désormais à 0,9 %. Une progression de 1,8 % est encore anticipée l'an prochain.

Le PIB réel par industrie s'est affaibli de 1,4 % en juin après le recul de 0,2 % en avril et de 0,1 % en mai. En excluant la baisse mensuelle de 21,9 % du secteur de la construction, l'activité économique a tout de même fléchi de 0,3 % en juin. La contribution de plusieurs secteurs a été négative : la fabrication, le commerce de gros et de détail ont aussi tiré le PIB réel vers le bas. Un recul a caractérisé autant l'industrie des biens que des services, ce qui témoigne d'une faiblesse généralisée de l'économie. Au-delà de la grève de la construction, dont l'effet sur les statistiques sera vite dissipé, l'économie du Québec est en quête de bonnes nouvelles. Le mois de juillet s'annonce bien grâce au regain des ventes des détaillants (+1,3 %) et des grossistes (+1,1 %) à la suite du recul de juin.

Les dépenses de consommation des ménages n'ont que faiblement progressé au deuxième trimestre. Un net ralentissement a touché les achats de biens, ce qui reflète le manque de confiance des consommateurs. Les ventes de voitures ont été décevantes au printemps, alors que les ventes de meubles et d'appareils ménagers ont été affectées par le refroidissement du marché immobilier résidentiel. Les ventes de propriétés existantes ont toutefois repris du tonus depuis, alors que les mises en chantier se stabilisent (graphique 17). La récente hausse des taux hypothécaires semble avoir provoqué un effet immédiat sur le marché de la revente. Un tel effet n'a pas été observé sur la construction neuve, qui réagit habituellement avec un certain décalage aux changements de contexte.

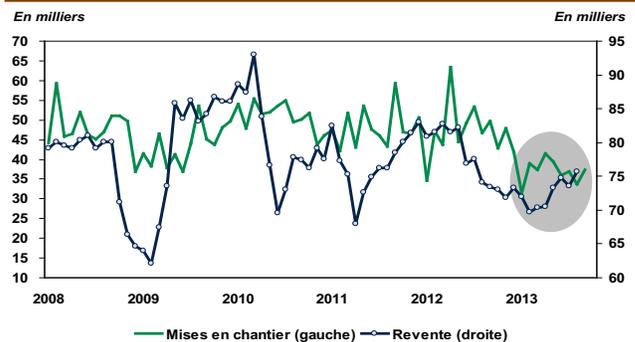
Du côté des investissements privés et publics, la récente tendance des permis de bâtir est positive. Même si un repli a caractérisé le mois d'août, le niveau des permis de construction demeure élevé dans le secteur industriel, commercial et institutionnel (graphique 18). La confiance des entreprises

Graphique 16 – La baisse du PIB réel du Québec a été assez importante au deuxième trimestre



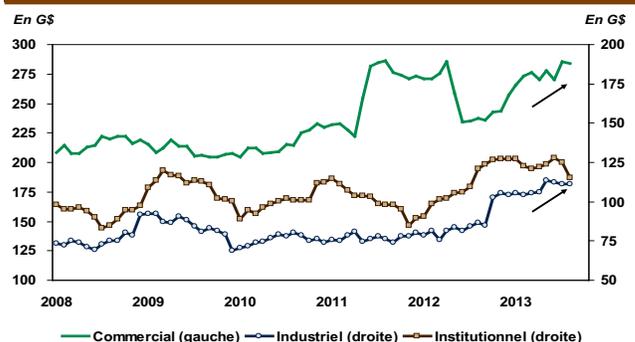
Sources : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

Graphique 17 – La chute du marché résidentiel québécois semble terminée



Sources : Société canadienne d'hypothèques et de logement, Association canadienne de l'immobilier et Desjardins, Études économiques

Graphique 18 – Le niveau des permis de bâtir non résidentiels est élevé au Québec

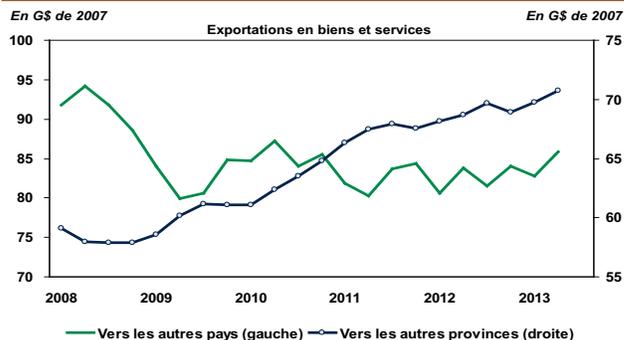


Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

semble donc assez solide pour aller de l'avant avec de nouveaux projets. Dans le secteur public, les projets en cours ou à venir de plusieurs centres hospitaliers alimenteront l'activité. Les investissements seront donc au rendez-vous pour soutenir la croissance.

Les exportations internationales se sont redressées de 16,3 %, à rythme annualisé, au deuxième trimestre. Cette hausse s'explique notamment par une forte progression des expéditions d'aéronefs et une légère amélioration des produits d'aluminium. Une croissance des exportations vers les États-Unis, l'Europe et l'Asie a été enregistrée pendant cette période. Un mouvement en dents-de-scie caractérise les expéditions à l'étranger depuis plusieurs trimestres. Celles-ci pourraient bientôt prendre leur véritable envol en raison des statistiques plus favorables aux États-Unis et la fin de la récession en Europe. Les expéditions vers le reste du Canada continuent de progresser (graphique 19) depuis la fin de la récession de 2008-2009. En 2012, celles-ci représentaient 46 % des exportations du Québec comparativement à 54 % pour les exportations internationales.

Graphique 19 – Les exportations du Québec vers les autres provinces sont en progression constante



Sources : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

Tableau 5
Québec : principaux indicateurs économiques

	2010	2011	2012	2013p	2014p
Var. ann. en % (sauf si indiqué)					
Produit intérieur brut réel*	2,7	1,8	0,9	0,9	1,8
Consommation finale [dont :]	3,5	1,6	0,9	1,6	1,7
<i>Consommation des ménages</i>	3,6	2,1	1,1	1,9	2,1
<i>Consommation des administrations publiques</i>	3,7	0,6	0,2	0,9	0,9
Formation brute de capital fixe [dont :]	6,6	2,4	4,7	(2,3)	0,9
<i>Bâtiments résidentiels</i>	10,1	(0,6)	1,4	(2,7)	2,1
<i>Ouvrages non résidentiels</i>	(7,2)	12,6	11,1	0,4	3,4
<i>Machines et matériel</i>	16,5	(2,0)	10,2	3,9	2,7
<i>Produits de propriété intellectuelle</i>	3,0	3,1	(1,7)	(5,0)	0,3
<i>FBCF** des administrations publiques</i>	5,5	2,5	4,5	(6,1)	(3,4)
Variation des stocks (M\$ de 2007)	406	3 404	2 627	1 282	1 975
Exportations	4,0	1,0	1,0	3,2	3,5
Importations	8,3	3,0	2,0	1,9	2,7
Demande intérieure finale	4,1	1,8	1,7	0,8	1,6
Autres indicateurs					
Revenu personnel disponible réel	1,0	2,3	2,0	1,2	1,5
Rémunération hebdomadaire	3,0	2,4	2,5	2,0	2,5
Emploi	1,7	1,0	0,8	0,9	1,0
Taux de chômage (%)	8,0	7,8	7,8	7,7	7,5
Taux d'épargne personnelle (%)	1,7	1,9	2,8	2,6	2,5
Ventes au détail	6,2	3,0	1,1	1,6	2,3
Mises en chantier (1)	51,4	48,4	47,4	37,0	40,0
Taux d'inflation global	1,2	3,0	2,1	1,0	1,8

p : prévisions; * \$ 2007; ** Formation brute de capital fixe; (1) Milliers d'unités à rythme annualisé.

Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Société canadienne d'hypothèques et de logement et Desjardins, Études économiques

ONTARIO ET AUTRES PROVINCES

La croissance pourrait enfin s'accélérer en Ontario

Prévisions : Les prochains trimestres s'annoncent un peu plus positifs pour l'économie ontarienne. La croissance annuelle du PIB réel pourrait donc s'accélérer quelque peu et passer de 1,4 % en 2013 à 2,3 % en 2014. Les perspectives demeurent également plus favorables pour les provinces ressources de l'Ouest, tandis que la région de l'Atlantique devra surmonter plusieurs défis avec notamment un marché du travail qui montre des signes de faiblesse à Terre-Neuve-et-Labrador.

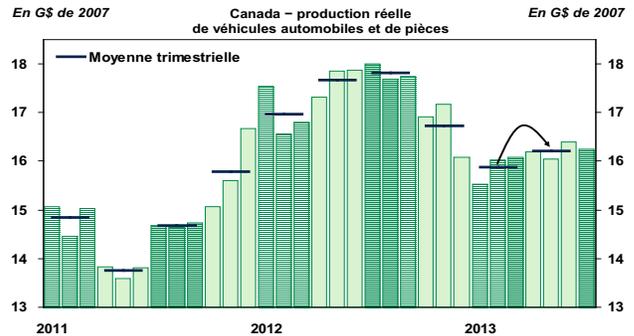
ONTARIO

Les résultats des comptes économiques de l'Ontario pour le deuxième trimestre ne seront pas publiés avant plusieurs jours, mais nous pouvons déjà nous attendre à une croissance légèrement supérieure à la moyenne nationale. Rappelons que le PIB réel canadien a progressé de 1,7 % (à rythme trimestriel annualisé) durant la période, tandis que le Québec a connu une contraction de 2,9 %. C'est donc dire que la croissance moyenne dans les neuf autres provinces s'est établie à 2,9 % au deuxième trimestre. Compte tenu des effets perturbateurs des inondations en Alberta, la croissance économique de la province pourrait avoir connu quelques difficultés, ce qui laisse le champ libre à une belle progression du PIB réel ontarien au deuxième trimestre.

Des données récentes confirment d'ailleurs un certain regain en Ontario. Le PIB réel par industrie du Canada affiche au deuxième trimestre une hausse de 8,4 % (à rythme annualisé) dans le secteur de la fabrication d'automobiles et de pièces (graphique 20). Le secteur de la finance et des assurances a aussi connu un gain de 4,7 % durant la période. Les ventes des manufacturiers ontariens ont augmenté de 3,2 % en juillet et elles affichent une hausse mensuelle moyenne de 1,2 % au cours des trois derniers mois.

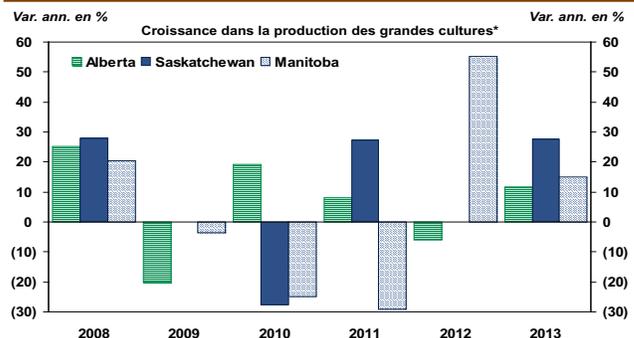
Visiblement, l'économie ontarienne profite de plus en plus de l'embellie de la demande américaine. Dans ces conditions, la croissance du PIB réel de la province s'annonce plus robuste pour les prochains trimestres, marquant ainsi un net changement par rapport aux gains trimestriels annualisés de seulement 0,6 % à 1,0 % observés depuis la mi-2012. Cela dit, la situation du marché immobilier demeure une source de préoccupations alors que le ralentissement anticipé à l'échelle nationale au cours des trimestres à venir pourrait être particulièrement présent en Ontario, la province ayant été à l'avant-scène de l'embellie des dernières années.

Graphique 20 – L'Ontario profitera de la hausse dans l'industrie de l'automobile au deuxième trimestre de 2013



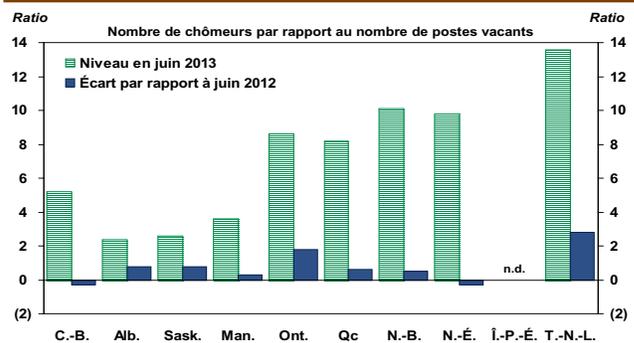
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 21 – Les récoltes ont été assez bonnes dans les Prairies en 2013



* Blé, avoine, orge et canola.
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 22 – Le nombre de chômeurs par rapport aux postes vacants a particulièrement augmenté à T.-N.-L.



n.d. : non disponible
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

PROVINCES DE L'OUEST

L'Alberta se remet graduellement des effets néfastes des inondations survenues en juin et tout porte à croire que les efforts de reconstruction, notamment pour certaines infrastructures publiques, gonfleront la croissance économique au cours des mois à venir. Des conditions climatiques favorables ont également entraîné de bons rendements pour les grandes cultures de la province. La production de blé, d'avoine, d'orge et de canola a augmenté de 11,6 % en 2013, soit une croissance nettement supérieure à la moyenne des cinq dernières années (+5,3 %).

La Saskatchewan sera aussi avantagée par des récoltes abondantes en 2013 (graphique 21 à la page 12). La production des grandes cultures y a augmenté de 27,7 % durant l'année, comparativement à un gain annuel moyen de 5,5 % depuis 2008. Le blé explique évidemment l'essentiel de cet essor.

En Colombie-Britannique, la production de bois d'œuvre était en hausse de 5,7 % en juillet dernier par rapport à la même période en 2012. L'amélioration graduelle de la construction résidentielle aux États-Unis semble donc porter ses fruits. Les signes de stabilisation en Asie, voire

d'amélioration dans certains cas, constituent également une très bonne nouvelle pour la Colombie-Britannique. Au bout du compte, l'ensemble des provinces de l'Ouest devrait encore connaître une croissance économique supérieure à la moyenne nationale en 2013 et en 2014.

PROVINCES DE L'ATLANTIQUE

Malgré une reprise des activités dans le secteur de l'énergie, le marché du travail de Terre-Neuve-et-Labrador a connu quelques difficultés au cours des derniers mois. Ainsi, près de 3 700 emplois ont été perdus au total depuis le début de 2013. Terre-Neuve-et-Labrador est également la province qui affiche la plus grande détérioration du ratio du nombre de chômeurs par rapport aux postes vacants entre juin 2012 et juin 2013, ce qui traduit une certaine léthargie du marché du travail (graphique 22 à la page 12). Il ne faut donc pas s'attendre à ce que la reprise économique attendue en 2013 soit suivie d'une croissance aussi forte en 2014. Les perspectives sont également limitées dans les autres provinces de l'Atlantique alors que les bienfaits de l'accroissement de la demande américaine sont attendus avec impatience.

Tableau 6
Ontario : principaux indicateurs économiques

	2010	2011	2012	2013p	2014p
Var. ann. en % (sauf si indiqué)					
Produit intérieur brut réel*	3,3	1,8	1,5	1,4	2,3
Consommation finale [dont :]	3,3	1,9	1,3	1,2	1,6
<i>Consommation des ménages</i>	3,6	2,3	1,4	1,6	2,0
<i>Consommation des administrations publiques</i>	2,7	0,7	1,2	0,3	0,7
Formation brute de capital fixe [dont :]	9,0	3,0	2,6	0,0	(0,3)
<i>Bâtiments résidentiels</i>	7,0	3,9	6,7	0,3	(4,0)
<i>Ouvrages non résidentiels</i>	1,4	8,0	0,4	(0,7)	2,3
<i>Machines et matériel</i>	7,7	17,5	4,8	(2,4)	2,4
<i>Produits de propriété intellectuelle</i>	6,1	3,2	(0,6)	(1,0)	1,3
<i>FBCF** des administrations publiques</i>	20,7	(11,4)	(2,5)	2,5	0,4
Variation des stocks (M\$ de 2007)	1 111	2 719	2 748	1 929	1 250
Exportations	8,9	6,1	4,4	0,6	4,9
Importations	11,8	7,4	4,3	0,3	2,7
Demande intérieure finale	4,4	2,1	1,6	1,0	1,2
Autres indicateurs					
Revenu personnel disponible réel	3,0	1,1	1,4	1,8	2,2
Rémunération hebdomadaire	3,9	1,4	1,5	1,8	2,3
Emploi	1,7	1,8	0,8	1,5	1,6
Taux de chômage (%)	8,7	7,8	7,8	7,6	7,5
Taux d'épargne personnelle (%)	5,4	4,4	4,3	4,5	4,8
Ventes au détail	5,4	3,6	1,6	2,1	3,0
Mises en chantier (1)	60,4	67,8	76,7	59,7	52,5
Taux d'inflation global (2)	2,5	3,1	1,4	1,0	1,7

p : prévisions; * \$ 2007; ** Formation brute de capital fixe; (1) Milliers d'unités à rythme annualisé; (2) Glissement annuel.

Sources : Statistique Canada, ministère des Finances de l'Ontario, Société canadienne d'hypothèques et de logement et Desjardins, Études économiques

Tableau 7
Canada : principaux indicateurs économiques par province

	2010	2011	2012	2013p	2014p
Moyenne annuelle en % (sauf si indiqué)					
Croissance du PIB réel – Canada	3,4	2,5	1,7	1,7	2,4
Atlantique	3,6	1,2	(1,5)	2,2	2,0
Québec	2,7	1,8	0,9	0,9	1,8
Ontario	3,3	1,8	1,5	1,4	2,3
Manitoba	2,5	2,0	2,7	1,8	2,2
Saskatchewan	4,4	4,9	2,2	2,5	2,8
Alberta	4,0	5,1	3,9	2,8	3,2
Colombie-Britannique	3,2	2,8	1,7	1,7	2,5
Taux d'inflation global – Canada	1,8	2,9	1,5	1,0	1,7
Atlantique	2,2	3,6	1,9	1,0	1,6
Québec	1,2	3,0	2,1	1,0	1,8
Ontario	2,5	3,1	1,4	1,0	1,7
Manitoba	0,8	3,0	1,6	2,1	1,5
Saskatchewan	1,4	2,8	1,6	1,2	1,8
Alberta	1,0	2,4	1,1	1,3	2,0
Colombie-Britannique	1,3	2,4	1,1	0,2	1,5
Croissance de l'emploi – Canada	1,4	1,6	1,2	1,3	1,5
Atlantique	0,6	0,3	0,7	0,9	1,0
Québec	1,7	1,0	0,8	0,9	1,0
Ontario	1,7	1,8	0,8	1,5	1,6
Manitoba	1,9	0,8	0,9	0,6	1,0
Saskatchewan	0,9	0,3	2,1	3,5	2,0
Alberta	(0,4)	3,8	2,7	2,9	2,2
Colombie-Britannique	1,7	0,8	1,7	0,3	1,7
Taux de chômage – Canada	8,0	7,4	7,2	7,1	7,0
Atlantique	10,4	10,0	10,3	10,2	10,1
Québec	8,0	7,8	7,8	7,7	7,5
Ontario	8,7	7,8	7,8	7,6	7,5
Manitoba	5,4	5,4	5,3	5,2	5,1
Saskatchewan	5,2	5,0	4,7	4,1	4,0
Alberta	6,5	5,5	4,6	4,7	4,5
Colombie-Britannique	7,6	7,5	6,7	6,6	6,5
Croissance des ventes au détail – Canada	5,6	4,1	2,5	2,5	3,2
Atlantique	4,7	4,5	1,4	2,4	2,2
Québec	6,2	3,0	1,1	1,6	2,3
Ontario	5,4	3,6	1,6	2,1	3,0
Manitoba	6,0	4,5	1,6	1,9	2,5
Saskatchewan	3,6	7,5	7,6	3,5	4,0
Alberta	5,9	6,8	6,9	6,0	5,5
Colombie-Britannique	5,3	3,2	1,9	1,5	2,8
Mises en chantier – Canada (milliers d'unités)	189,9	194,0	214,8	185,9	174,7
Atlantique	12,8	12,5	12,6	10,8	10,0
Québec	51,4	48,4	47,4	37,0	40,0
Ontario	60,4	67,8	76,7	59,7	52,5
Manitoba	5,9	6,1	7,2	7,9	6,9
Saskatchewan	5,9	7,0	10,0	10,0	8,3
Alberta	27,1	25,7	33,4	33,5	32,0
Colombie-Britannique	26,5	26,4	27,5	27,0	25,0

p : prévisions

Sources : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement et Desjardins, Études économiques